

# L'Humanité Rouge

Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72 D La Source

## ONU : un diplomate soviétique refuse de rentrer en URSS

Le plus haut fonctionnaire soviétique en poste aux Nations Unies, Arkady Chevchenko, a fait connaître lundi sa décision de quitter son poste de sous-secrétaire général de l'ONU et de ne pas regagner l'URSS en raison de « divergences avec son gouvernement ».

Sous-secrétaire général pour les questions politiques et du Conseil de sécurité, Chevchenko était responsable du Conseil de sécurité et d'autres départements politiques de l'ONU. Il a notamment souvent dirigé la délégation soviétique dans les débats sur le désarmement. Au cours des derniers mois, il aurait ouvertement manifesté son désaccord avec la diplomatie de Moscou.

### Editorial

## L'abandon des principes marxistes-léninistes mène à l'échec

Les principaux dirigeants du PCF prétendent, dans leurs déclarations publiques, se réjouir du « débat instauré ». Ils poussent même l'hypocrisie dans l'Humanité-dimanche du 5 avril, jusqu'à dire - sous la plume de Martine Monod - qu'ils l'ont favorisé !

Il est certain qu'un grand nombre de militants sont ébranlés par l'échec de la stratégie du « Programme Commun ». Il ne leur est répondu que par des faux-fuyants, quand ce n'est pas par des mensonges purs et simples.

Pour essayer de reprendre les choses en main, la direction est amenée à faire des concessions de pure forme en vérité.

Elle dit qu'il est possible de renforcer la « vie démocratique » à l'intérieur du parti, ou bien que les membres du parti ont le droit de critiquer. Ça c'est pour la façade, pour essayer de sauver les apparences. Mais un but est effectivement recherché dans cette tactique : c'est d'émousser les critiques, de diminuer leur portée, de noyer les désaccords dans des considérations générales.

Les dirigeants du PCF font un appel à l'Union sacrée « Tous autour du 22e congrès, même si vous avez des désaccords » et ceci jusqu'au 23e congrès, l'an prochain. Or le 22e congrès n'est pas pour rien dans l'échec actuel.

Parmi les idées forces du 22e congrès figuraient : la crise n'est pas fatale, donc elle peut être guérie et tout en restant dans le cadre du système capitaliste.

Autre idée : le changement ne peut s'opérer que par la voie démocratique, c'est-à-dire par les élections bourgeoises, par l'alliance avec le PS (qui, selon que ça arrange ou non les dirigeants révisionnistes, le considèrent ou non comme un parti qui a renié son lourd passé de trahison...) et d'autres forces bourgeoises dites « de gauche » pour la circonstance.

Une 3e idée : un PC nombreux et puissant apporte la garantie de changement. Ni l'étiquette « PC », ni le nombre, n'amèneront de changement si la ligne politique suivie n'est pas juste.

Or, précisément, à quoi sert le PCF à l'heure actuelle ? Il sert à mener les travailleurs à l'échec en n'organisant pas pour la lutte de classe la masse des travailleurs. Aussi depuis de nombreuses années, il n'avance plus et même il recule dans la classe ouvrière.

Marchais l'a dit et répété : « il n'y a pas de stratégie de rechange ». Donc à terme, il est condamné à déperir, empêtré dans le crétinisme parlementaire.

Beaucoup, parmi ceux qui le contestent actuellement, ne remettent pas encore en cause leur appartenance au PCF, c'est pour une raison bien simple : ils espèrent pouvoir le transformer de l'intérieur. D'autres se posent la question : faut-il exiger une auto-critique des responsables ou déchirer sa carte ?

Ce sont des questions que les communistes restés fidèles au marxisme-léninisme, se posaient déjà il y a 15 ans. Ils ont tranché dans un sens : celui de la nécessité de la rupture complète d'avec le révisionnisme et ils se sont réorganisés. Ils ont recréé le parti communiste marxiste-léniniste.

L'abandon des conceptions révolutionnaires pour emprunter la voie réformiste (comme l'a fait le PCF) ne peut que conduire d'échec en échec.

# ATTENTAT A RENNES CONTRE UN LOCAL DE DIFFUSION DES REVUES ET LIVRES CHINOIS

A 2 h 10, dans la nuit de dimanche à lundi, les habitants du quartier de la Place Sainte-Anne ont été brutalement réveillés par une explosion.

Un attentat venait d'être commis contre un petit local de « culture et diffusion », association qui s'est

donnée pour tâche la promotion d'éditions progressistes, et notamment la diffusion des publications en langue française de la République populaire de Chine.

Comme le déclarait un des agents en faction sur les lieux pendant la matinée : « La charge devait être for-

te ». Tous les carreaux des immeubles avoisinants ont volé en éclats et c'est une rue barrée à la circulation que les services de voirie municipaux se sont employés à nettoyer le matin.

Quant au local lui-même ses murs sont totalement

éventrés et c'est dans un amas de pierres et de gravats qu'on trouve, éparpillés, livres et brochures. Les dégâts matériels sont importants, la quasi totalité du stock entposé étant pratiquement détruit.

(Suite page 8)

## La bombe à neutrons

### Marchandages nucléaires américano-soviétiques

La décision du président Carter de « remettre à plus tard » la fabrication de la bombe à neutrons, la nouvelle arme nucléaire antipersonnel améri-

caine, a fait sensation. Elle suscite depuis lors des commentaires passionnés dans le monde entier et particulièrement en Europe.

Le communiqué américain publié vendredi soir précise que la décision finale concernant la production et le déploiement de cette arme serait « prise plus tard et sera influencée par la retenue montrée par l'URSS dans ses programmes d'armes conventionnelles et nucléaires, et le déploiement de ses forces affectant la sécurité des USA et de l'Europe de l'Ouest ».

Carter a tenu à préciser que « les USA consulteraient leurs partenaires de l'OTAN sur cette décision » et qu'ils sont « déterminés à faire tout ce qui est nécessaire pour assurer notre sécurité collective et la défense avancée de l'Europe ».

La fameuse bombe « N » dont la production est ainsi retardée par les USA est considérée essentiellement comme une arme nucléaire anti-personnel faisant peu de dégâts matériels. Il s'agit d'une charge nucléaire destinée à être placée sur des missiles d'une portée d'environ 120 km ou des obus tirés de canons à une distance



19 000 chars russes aux frontières de l'Europe.

de d'une quinzaine de kilomètres. Sa concentration de chars ad-300 mètres de rayon, épar-

verses sur une surface donnée gnant les bâtiments et les constructions. Les radiations, dangereuses dans un rayon de deux kilomètres, produit dix fois plus de radiations qu'une arme nucléaire classique de même puissance.

Son emploi vise à empêcher tout progression d'une concentration de chars ad-300 mètres de rayon, épar-

(Suite page 2)

## Le règlement interne en Rhodésie

# Les deniers de Judas

Nous publions ici la dernière partie de la conférence de presse donnée par Eddison Zvogbo, membre du Comité central et chargé des relations publiques de la ZANU. Dans ce passage, est expliquée la position de la ZANU sur l'accord dit de « règlement interne » organisé par Smith, Premier ministre du gouvernement raciste de Rhodésie.

Réalisant que la lutte armée était très avancée, Smith a voulu trouver trois dirigeants noirs, Muzorewa, Sithole et Chirau, pour les mettre de son côté. Ces trois personnes ne sont que du pures marionnettes. Le

d'accord sur le fait que l'armée actuelle reste l'armée du Zimbabwe. Cette armée est commandée et dirigée par des Blancs. Elle a commis un génocide depuis 88 ans sur notre peuple, elle est infestée de mercenaires.

mandée par des Blancs ; la même police, qui en accord avec l'armée a commis des massacres et des tortures. Puis ils se sont mis d'accord pour que le système judiciaire actuel reste, trois des juges et magistrats rhodésiens sont Blancs. Et ces trois Africains disent oui à Smith, c'est pourquoi nous les appelons des marionnettes.

**87 % DES TERRES CULTIVABLES POUR 3 % DE LA POPULATION**

Sur la question des terres, ils se sont mis d'accord,

13 % du territoire !

### DES RETRAITES POUR DES ASSASSINS

Dernier point, ils se sont mis d'accord sur le problème des retraites. Ce que Smith a obtenu de ces trois marionnettes, c'est que le gouvernement continue à payer des retraites et pensions à ses fonctionnaires de l'armée et à la police.

Nous ne sommes pas contre le fait de payer des pensions aux fonctionnaires ;

en temps normal, nous serions d'accord avec cela, mais ici, pendant 88 ans, 3 % de la population a interdit aux autres d'accéder aux postes de fonctionnaires, de l'administration, de la police, etc. Par exemple, je suis avocat, je n'aurais jamais pu être magistrat ou juge dans mon pays, simplement parce que je suis Noir.

Ils veulent qu'on paye des pensions à cette armée qui a commis des génocides aux mercenaires, à Smith, impossible ! Voilà ce que

c'est que le règlement interne. C'est pour cela que le Conseil de l'OUA rassemblé à Tripoli l'a rejeté ainsi que le conseil des Nations Unies le mois dernier.

### LE PRIX DES MARIONNETTES

Si on regarde de plus près, on constate que Ian Smith a donné à chacun de ces trois Noirs 21 000 livres, trois grandes maisons et évidemment, des énormes limousines comme des bourgeois aristocrates. Nous avons l'intention au Zimbabwe de transformer le système social. On ne peut attendre encore de voir se perpétuer le système qui existe. Si on regarde ce règlement interne, comment peut-on imaginer que nous, guérilleros, allons baisser les bras ? Pas un guérillero ne va déposer les armes. Au contraire, cela n'a fait que nous convaincre d'intensifier la lutte armée. C'est pourquoi ces deux dernières semaines nous avons touché durement le régime.

Le seul moyen pour que nous cessions la lutte armée, c'est d'arriver à un véritable accord qui donne l'indépendance.



à la table des négociations. Un exemple parmi les accords, le gouvernement noir ne contrôlerait pas l'armée.

but de Smith était d'établir ce qu'il appelle le règlement interne, conclu le mois dernier.

### L'ARMÉE SERA TOUJOURS AUX MAINS DES BLANCS...

On a trois hommes noirs assis à la même table que Smith et ils se mettent d'accord. Les colons qui représentent 3 % de la population auront 28 % des sièges au Parlement.

Il n'est donc pas possible de parler de la règle « un homme, un vote ». Ensuite, ils se sont mis

Comment pouvons-nous avoir une telle armée au Zimbabwe ? Comment trois Africains peuvent-ils être d'accord pour que l'armée reste une armée britannique ? Et pour que ce soit plus clair encore, Smith a fait savoir que ces trois Noirs n'auraient rien à voir sur cette armée. Vous aurez un modèle de gouvernement unique au monde, à savoir que le gouvernement ne contrôlerait pas l'armée.

### ... AINSI QUE LA POLICE ET LA JUSTICE

La police restera aussi telle quelle, dirigée et com-

pour une déclaration des droits. Elle prévoit que la propriété ne peut être touchée. Nous sommes contre cette déclaration. Nous en voulons une qui soit juste. Celle de Smith et des trois Noirs dit que la propriété de chacun doit être protégée. Mais en Rhodésie, 3 % de la population par la loi possède 50 % du pays. Par ailleurs, ces 50 % des terres déclarées blanches représentent en fait 87 % de la terre cultivée en Rhodésie. Et vous voyez trois Noirs dire oui à Smith pour que 97 % de la population soit cantonnée sur à peine

## La bombe à neutrons

# Escalade dans les marchandages nucléaires américano-soviétiques

(Suite de la page une) Elle pèse donc d'un poids très lourd dans la surenchère d'armements qui menacent essentiellement l'Europe. Le Pacte de Varsovie aligne en effet 19 000 chars aux frontières de l'Europe, face aux 6 000 chars de l'OTAN.

Le social-impérialisme russe est donc particulièrement hostile à la bombe N dont le déploiement risque de concurrencer sa supériorité militaire et le potentiel agressif qui menace l'Europe.

En menant grand bruit sur la bombe à neutrons, dont pourrait disposer son rival américain, l'URSS se montre par contre beaucoup plus discrète sur le déploiement de son propre arsenal. Depuis peu, elle pointe sur l'Europe ses missiles SS-20. Ils ont une puissance 2 000 fois supérieure à celle d'une bombe à neutrons et ne feraient donc pas de détails

s'ils étaient employés sur le front européen. Car c'est sur notre propre sol et sur celui des autres pays européens que Russes et Américains se menacent mutuellement de guerre en ce moment !

La décision de Carter intervient à la veille de la session spéciale de l'ONU sur le désarmement, fin mai. A la veille aussi de la relance des négociations sur la limitation des armements stratégiques SALT II qui piétinent depuis plusieurs années. URSS comme USA, cherchent tous deux à marquer un point sur l'autre, sans prendre le risque d'une rupture.

Les Soviétiques proposent un marché de dupes : le renoncement réciproque à la bombe « N » dont eux-mêmes ne disposent pas ! Et en s'arrogeant le droit de poursuivre le déploiement de leurs

missiles SS-20.

Le recul, au moins temporaire, des USA, exigeant en retour une compensation des Soviétiques traduit une escalade dans le marchandage nucléaire des superpuissances. La décision de Carter de poursuivre la construction des lanceurs de cette arme témoigne qu'il envisage de poursuivre sa fabrication tout en préparant l'opinion américaine et mondiale à cette idée.

L'URSS pour sa part a déjà répondu avec arrogance, à travers un commentaire de l'Agence Tass, qu'il n'était pas question, pour elle, de consentir de quelconques concessions. Brejnev a confirmé cette position en déclarant dans un discours prononcé à bord d'un navire de guerre, que l'URSS rejetait d'emblée toutes les concessions réclamées par les USA pour la conclusion d'un accord SALT.

## ● Ogaden

Alors qu'une offensive démarre contre l'Érythrée, la lutte se poursuit en Ogaden. Le Front de Libération de la Somalie occidentale déclare avoir tué trente mercenaires cubains dans la province de Harrar. Le 1er avril, déjà dix Cubains avaient été tués dans la même région au sud de la ville de Djijica, appelée le verrou de l'Ogaden.

## ● URSS

Le discours de Brejnev à Komsomolsk-sur-Amour, samedi, fut une nouvelle occasion de menacer la Chine. Clairement, Brejnev insista sur l'importance

stratégique du développement de l'économie de l'Extrême-Orient soviétique face à la Chine. S'adressant aux ouvriers d'une usine métallurgique, il a déclaré : « Comprenez bien que leur ville se trouve dans une région frontalière, les travailleurs du Komsomolsk-sur-Amour ne ménagent pas leurs forces, leur énergie et leurs connaissances dans un noble but : le renforcement économique et militaire des frontières orientales de la patrie socialiste ».

Et dans quel noble but, Brejnev appelle-t-il au renforcement économique et militaire de cette région ?

## ● Swaziland

Le Swaziland est un petit pays proche de l'Afri-

que du Sud tant géographiquement que politiquement.

Dans cet État minuscule, les partis politiques sont interdits. Dimanche, le chef-adjoint de la police de cet État a déclaré qu'une opération était lancée pour arrêter tous les membres du PAC (Pan-African Congress, mouvement de libération en Afrique du Sud) se trouvant sur son territoire. Fièrement, il a annoncé que dix membres du PAC ont déjà été arrêtés. Pourquoi cette opération ? Voici la réponse : « Nous voulons tous les arrêter avant l'annonce des raisons et d'indiquer quel sera leur sort ».

Pretoria avait manifesté récemment sa désapprobation de voir les nationalistes accueillis au Swaziland. Voilà qui est rectifié.



# Encadrement policier systématique des manifestations

## Ça commence à bien faire !

Rassemblement à l'initiative du COBA contre l'organisation de la coupe du monde de football en Argentine, manifestation « marée noire », manifestation de solidarité avec la jeune allemande Heide

A Brest, les manifestations anti-marée noire ont vu aussi la police intervenir avec même des tirs de grenades offensives en pleine rue, au milieu de la circulation, sur les trottoirs, devant les magasins. La nuit, les flics rafaient tous les jeunes portant les cheveux trop longs à leur goût.

La police se livre à de véritables provocations de façon permanente, du début à la fin de chaque manifestation : des groupes de flics traversent le rassemblement qui précède la manif parisienne anti-marée noire, les gardes-mobiles embarquent systématiquement les hommes venus soutenir la manifestation de femmes pour Heide, ils menacent : « Ou nous encadrons la manifestation, ou elle est interdite. »

Après que les flics aient procédé à une centaine d'interpellations pour « vérifica-

tion d'identité » et après qu'une cinquantaine de personnes aient été embarquées sans aucun motif crédible, les organisatrices ont dû accepter vendredi que le défilé soit encadré quasi-militairement par les CRS en armes ! Mais où se croient-ils ?

Ils disent, comme le commissaire, du 19e arrondissement, vendredi dernier : « Nous voulons éviter toute provocation, tout incident. Au moindre incident, nous devons charger. » Toujours le sacro-saint « respect de l'ordre » ! Il est vrai que quelques jeunes individus qui sortent d'on ne sait où et qui se disent « autonomes » tournent autour de toutes les manifestations de ces derniers temps et semblent chercher l'incident.

Mais il n'a pas fallu d'incident pour que vendredi dernier, rue de Flandre, les CRS se mettent à charger une manifestation organisée et autorisée ! Alors qui

Kempe-Böttcher, ces trois manifestations ont été victimes de « des titres divers de la répression policière à Paris, comme aussi la manifestation de soutien au peuple iranien.



Au début de la manifestation, les flics interpellent et emmènent les hommes participant ou non à la manifestation.

sont les provocateurs ?

Les organisateurs et les organisatrices de manifestations vont bientôt se retrouver devant le choix suivant : ou manifester entre deux rangs de CRS en armes, organiser des manifestations systématiquement interdites et réprimées... C'est un choix intolérable.

Nous le refusons.

Notre réponse ne sera pas celle de quelques « autonomes », mais l'organisation d'un large courant de défense des libertés démocratiques.

(voir aussi page 6 le communiqué de protestation du Collectif femmes de soutien à Heide)

# Aigreur à gauche...

Rémy Pontello, secrétaire national du Mouvement des jeunes radicaux de gauche a annoncé, lundi, sa démission du parti.

Il a motivé son retrait par « les divisions et querelles internes au sein du MRG du fait de l'échec de l'Union de la gauche... Il faut avoir le courage de dire tout haut ce que beaucoup de militants du MRG pensent quant à notre alliance avec le PCF, jugée comme étant une alliance contre-nature ».

# ...et à droite

Alexandre Sanguinetti, ancien secrétaire général de l'UNR, évoquant le congrès extraordinaire du RPR, a déclaré au micro de radio Monte-Carlo : « Il n'y a que les sourds, les aveugles ou les gens de mauvaise foi qui ne veulent pas constater que le bénéficiaire de notre victoire a voulu nous gommer au profit d'un rêve qu'il poursuit depuis 1962, avec des fortunes diverses, mais qui est obstinément de reconstruire la situation parlementaire de 1952. Il l'a dit à un ministre actuellement dans son gouvernement. Qui dit centrisme, dit compromis, dit impuissance ». C'est un coup de patte direct à Giscard. Décidément, tout ne va pas pour le mieux non plus au sein de la majorité.

### KAMPUCHEA (CAMBODGE)

JEUDI 20 AVRIL

20 h 30 SALLE B DE LA MUTUALITÉ MEETING

Commemorant le 3e anniversaire de la libération de Phnom Penh

A l'appel de l'Humanité rouge, du Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste), soutenu par l'Union populaire de Turquie en Europe, avec la participation du Comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France.

Au programme :

- Intervention
- Présentation d'un grand film inédit en couleur (1977) : « Kampuchea démocratique ».

Tracts et affiches d'appel sont disponibles immédiatement.

# Les dirigeants du PCF crient haro sur le baudet

Cela est devenu maintenant chose habituelle lorsque les dirigeants révisionnistes du PCF veulent éviter de répondre à des questions embarrassantes, ils font diversion. Ils se lancent de nouveau dans de violentes attaques contre le PS pour tenter de faire passer au second plan le mouvement de protestation au sein du PCF, pour cacher la division de plus en plus visible au sein de la direction (à Paris et dans certains départements, des cellules et des sections du PCF ont refusé de distribuer un éditorial de Leroy, tiré en tract à plus d'un million d'exemplaires !). Ainsi, malgré des apparences « dures », ils sont sur la défensive.

La déclaration du Bureau politique du PCF, publiée à la une de l'« Humanité » de samedi, fait monter d'un ton les attaques contre le PS. On avait déjà vu de telles polémiques qui ont suivi la rupture de septembre 1977, à propos de la réactualisation du programme dit commun. Mais cette fois, avec une violence redoublée, d'ailleurs le PS lui rend la monnaie de sa pièce. Il accuse le PS d'avoir utilisé « l'Union de la gauche » pour se renforcer ce qui s'est d'ailleurs produit.

Ce qu'il ne dit pas, c'est que les six mois de polémiques (de fin septembre à début mars), qu'il a lui-même entretenues, visaient à freiner l'avancée du PS pour obtenir un rééquilibrage de la « gauche » en sa faveur.

Donc, du point de vue des manœuvres politiciennes bourgeoises, ils sont quittes !

Mais avec ses attaques pour essayer de noyer le poisson, il ne résout rien. Il y a au moins une preuve que la remise en cause de la politique du Comité central du PCF n'est pas si isolée que Marchais voudrait le faire croire et qu'elle est loin de ne toucher que les intellectuels. C'est la réunion du dimanche 9 avril des 43 sections d'entreprises rattachées au Comité central du PCF, cela 8 jours après la réunion des secrétaires fédéraux où le rapport de Fiterman (adepte de la méthode Coué) n'a guère convaincu, loin s'en faut, puisque la contestation redouble depuis. Pourquoi une telle réunion si « tout va bien » ?

A la question « Est-ce que l'on a eu raison de faire l'union avec le PS ? » que posent des militants qui veulent savoir à quoi s'en tenir, la réponse est détournée : il a viré à droite, comme si ce parti bourgeois avait changé de nature à un moment quelconque.

### LA MASCARADE DU 13 MARS

Par contre, la direction du PCF s'acharne à justifier la mascarade du 13 mars. Le tiercé qu'elle donnait gagnant, 12-13-19, était un tuyau percé !

Dans l'« Humanité » du 8 avril, Max Zins prétend démontrer par « des faits » (?) que l'accord qu'il a accepté le 13 mars était meilleur que celui du 22 septembre. Or, aucun des points importants de divergences n'a été réglé le 13 mars, ni même abordé ! Par contre, répondant à la place du PS, il dit que si celui-ci a accepté de signer le 13, c'est « tout simplement parce que le résultat qu'il a obtenu n'a pas été à la hauteur de ses espérances ». Et plus loin : « Est-ce pour autant que l'accord du 13 mars est totalement satisfaisant aux yeux des

communistes ? Evidemment non, puisque ne s'y trouvent pas les propositions raisonnables qu'ils avaient faites, notamment en ce qui concerne les nationalisations ».

Alors, les dirigeants du PCF ont signé un accord bidon ! Ils ont proclamé sur tous les toits qu'avec ça, ils iraient au gouvernement le 19 ! Comme quoi, le mensonge ne paie pas.

### « VOTEZ BOULIN »

Le PCF est même allé très loin dans sa rivalité avec le PS. Pour que celui-ci ne passe pas alors qu'il était en tête du ballottage favorable et malgré l'accord national sur les désistements réciproques, dans certains endroits, les dirigeants du PCF ont donné la directive de ne surtout pas voter pour le PS. Un exemple concret et précis : celui de la 9e circonscription de la Gironde. Là, le milliardaire Doumeng (membre connu du PCF, maire de Noé) a dit à des gens de la droite qu'ils n'avaient pas à s'inquiéter, qu'ils allaient voter pour Boulin (RPR ! et depuis quelques jours « ministre du Travail et de la Participation » à la place de Beullac) et non pour le PS !

POUR PETER LA VICTOIRE

TOUS ENSEMBLE

RETROUVONS NOUS A 11 H 00

(SALLE DES COURS DE TAXES AU DESSUS DU SELF SERVICE)

APRES L'APERTIF

Des Communistes de la rue Savoureuse CRM - CRC - CRTD - Reza

ENSEMBLE

PETROUS

LA VICTOIRE

LA MASCARADE DU 13 MARS

30 y ans, c'est fait ! la Courte est majoritaire dans le pays. Enfin, le changement tant attendu est en train de s'opérer. Les socialistes peuvent se satisfaire des résultats obtenus grâce à l'Union de la gauche.

Notre Parti n'est pas peu fier d'y avoir contribué efficacement en proposant l'accord politique, le soir du 1er tour, permettant ainsi à chaque travailleur de rejoindre les propositions communes.

IL FAUT REALISER LES NECESSITES SOCIALES

A lire le tract de la section PCF « gare des Baignolles », à Paris 17e, diffusé entre les deux tours, il est évident que les bonzes ont vendu la peau de l'ours avant de l'avoir tué. Rien d'étonnant non plus à ce qu'ensuite la réalité amène les travailleurs à être déçus.



## La lutte et le travail sur un cargo battant pavillon de plaisance

« L'Athens-Way », le cargo chypriote bloqué au Havre depuis dix jours par une grève de son équipage est l'exemple type du navire battant « pavillon de complaisance ». L'armateur, de nationalité grecque, a immatriculé le navire il y a dix-sept mois sous pavillon chypriote. Il emploie un équipage composé de marins libanais, pakistanais, égyptiens et mauriciens. Les trois officiers sont grecs.

Les revendications formulées par les grévistes (seize marins sur dix-huit) mettent en exergue les entorses aux accords internationaux de la Fédération internationale du travail (FIT) : ainsi, les membres de l'équipage n'ont pas touché la moindre solde depuis le mois de décembre, alors que les accords internationaux stipulent que les marins touchent des avances sur salaire à chaque escale, le reliquat leur étant versé au terme de leur contrat de neuf mois dans ce cas précis).

Sous-payés, les marins de l'« Athens-Way » dénoncent en outre leurs conditions de vie à bord qu'ils jugent déplorables. « Nous sommes restés plusieurs jours sans eau potable lors d'une escale aux États-Unis » explique le chef-steward. Un autre membre de l'équipage se plaint de l'interdiction qui lui a été faite de recevoir des soins médicaux « sous prétexte que j'étais Libanais ». D'une manière générale, les marins de « L'Athens-Way » critiquent la qualité de la nourriture, l'absence de bibliothèque, de télévision, alors que certains d'entre eux naviguent sans interruption depuis dix-sept mois.

La relative « passivité » des équipages des navires battant pavillon de complaisance, « taillables à merci », s'explique, selon eux, par la diversité des origines de ces marins souvent inexpérimentés : Alan, chef-cuisinier originaire de l'île Maurice, a quitté son pays pour s'embarquer à l'âge de 24 ans pour faire vivre sa famille. « J'en ai pas regagné mon pays depuis cinq ans, ne prenant que trois mois de congés en Europe » explique-t-il.

## La grève des pisteurs de Val-d'Isère s'étend

La grève déclenchée par les pisteurs de la station de Val d'Isère (Savoie) s'étend : par solidarité, certains personnels des remontées mécaniques ont en effet débrayé à leur tour dimanche matin, entraînant de longues attentes pour les skieurs et des retards dans la rotation des navettes. Les pisteurs de la station voisine de Tignes ont également cessé le travail de 8 h à 10 h, en signe de solidarité.

L'entrevue qui a eu lieu samedi soir entre une délégation des grévistes et les membres du Conseil municipal n'a apporté aucune solution au conflit. Les grévistes ont apposé des affichettes dans la station mettant en garde les skieurs contre les dangers auxquels ils s'exposent en skiant pendant la grève. Cependant, la direction de la station indique que les services de secours et les évacuations des blessés sont assurés par les CRS et les services de gendarmerie.

Les grévistes revendiquent la désignation d'un délégué du personnel auprès de la municipalité, une priorité d'embauche pour les pisteurs saisonniers et un statut pour les permanents.

## Dans les mines de fer de Lorraine, 1 500 suppressions d'emplois sont prévues pour cette année

METZ — 1 500 emplois seront supprimés cette année dans les mines de fer de Lorraine, vient d'annoncer l'association de la sidérurgie et des mines de fer lorraines (Assimilor).

Cette décision, précise l'Assimilor, découle de la « restructuration » des mines de fer depuis la mise en œuvre du plan acier français et de la perte de certains marchés extérieurs. L'objectif de production de minette — le minerai de fer lorrain — se situera entre 30 et 32 millions de tonnes par an d'ici à 1980-1981. Les mines de fer de Lorraine employaient 6 971 mineurs en février 1978 dans les 30 mines en activité.

## ● Centre de tri PLM (Paris)

# Depuis plusieurs semaines, Kup revient travailler

Au PLM à Paris, au mois de novembre 1977, une lutte avait eu lieu contre le licenciement d'un élève-inspecteur. Suite à cette lutte, l'administration des PTT a sanctionné des travailleurs combattifs. L'un de ceux-ci après avoir été suspendu pendant quatre mois, a été traduit en conseil de discipline et s'est vu infliger une mise à pied de six mois une mutation hors-résidence. Refusant cette sanction, voici plusieurs semaines que Kup revient travailler au PLM.

L'administration joue la tactique du pourrissement et ne s'est pas manifestée depuis les deux premiers jours.

La collecte qui vient d'être faite sur deux brigades (B et A) a rapporté un peu plus de 2 000 F. Ce sont les Antillais qui ont démarré la collecte, qui a été continuée ensuite par deux syndiqués CFDT.

Jusqu'à présent seule la CFDT a sorti un tract pour soutenir la réintégration de Kup.

Le délégué CGT s'est distingué en refusant de verser à la collecte.

Au début, des affiches ont été placées dans la cantine pour informer les travailleurs du PLM de la sanction et de la nécessité

de soutenir le préposé. Par la suite, Kup a fait une prise de parole, toujours à la cantine, après la collecte. Une intervention qui fut très écoutée. Le bureau CGT refuse toujours de soutenir Kup (en privé ils expliquent que c'est pour des raisons politiques). Mais ce sont des syndiqués CGT qui ont pris en main la collecte. Ainsi un courant de lutte de classe commence à se dessiner.

Pourtant, après que tous les espoirs des travailleurs aient été placés à la remorque du bulletin de vote, il fut mené un combat patient et tenace pour que les travailleurs prennent conscience que c'est unis à la base et dans l'action que l'on peut faire reculer l'administration.

Note : Selon une source bien informée, le ministère mettrait en place une structure destinée au flicage dans les centrales de tri. Pour cela, elle ferait appel, entre autres, à... devinez qui ? M. Blanchet, inspecteur principal appartenant à la CGT. C'est lui qui s'est déjà distingué au PLM par ses tentatives de parquage des travailleurs dans leurs services. Il avait même fait installer une porte supplémentaire dans ce but. La porte, les travailleurs l'avaient fait voler en éclats et là encore, Blanchet était à la pointe de la répression, notamment contre Kup. Comme quoi quand il s'agit d'être contre les travailleurs, les contradictions s'estompent entre bourgeois de droite et de gauche.

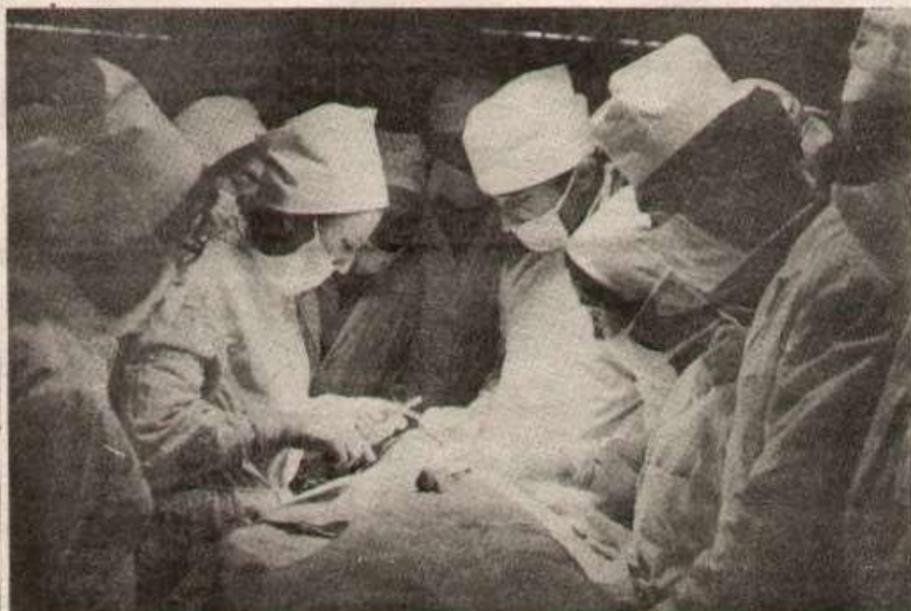
## ● Indre

# Les hospitaliers d'Issoudun en lutte pour les effectifs

A Issoudun, l'hôpital, comme tant d'autres, manque de personnel. La situation qui en résulte pour les hospitalisés est aggravée par l'existence dans l'hôpital d'une clinique ouverte, véritable service privé au sein du service public. C'est le budget de l'hôpital qui en assume tous les frais de fonctionnement alors que les chirurgiens empochent tous les bénéfices : 90 %, cas opératoire, honoraires. Il n'y a pas un seul médecin à plein temps, que des temps partiels avec cabinet en ville. Ils sont de véritables parasites du service public. La section CFDT se bat depuis longtemps pour la fermeture de cette clinique ouverte et

pour la création des postes de médecins à plein temps.

La vétusté de l'hôpital a amené l'ancienne municipalité de droite à faire construire de nouveaux locaux comportant chirurgie, bloc opératoire, maternité, cuisines, radiologie, restaurant du personnel, etc., véritable opération de prestige, bien au-dessus des besoins de la ville. Aujourd'hui ces locaux sont prêts à recevoir personnel et malades. Mais leur surface, deux fois les anciens, la nature des installations etc. nécessitent une embauche massive de personnel afin que les soins soient correctement assurés.



A l'hôpital d'Issoudun, les hospitaliers sont entrés en lutte et ont gagné une augmentation des effectifs, afin que la médecine soit réellement au service des travailleurs.

Or, le nombre de postes créés est dérisoire. De plus, la direction rétrograde a pris un retard de vingt ans pour la progression des effectifs du personnel.

Les conditions de travail et d'hospitalisation dans les nouveaux bâtiments, imposées au personnel-infirmier,

s'avèrent totalement inacceptables : du type, une infirmière pour trente malades le dimanche et l'après-midi. De même pour le personnel de service : une personne seule le matin entre 7 h et 9 h pour 27 malades en sachant que pendant ces deux heures

il y a énormément de travail : petits déjeuners, températures et changes des malades, poubelles et linge à sortir, etc.

Le personnel, dans son ensemble, après concertation, refuse en bloc ces conditions. Il le notifie à la direction par lettre en

refusant de déménager.

La section CFDT est contactée immédiatement pour organiser l'action : demande de convocation d'un comité technique paritaire, intervention par tracts lors de la journée « portes ouvertes » organisée par Laignel, maire PS, président du Conseil d'administration. Nous faisons de la contre-information orale aux visiteurs. A l'issue de cette journée, nous organisons une conférence de presse en présence de plus de 150 personnes.

Nous y dénonçons tous les scandales de l'hôpital en mettant l'accent sur les effectifs insuffisants et sur le rôle néfaste des médecins. Par la suite, des assemblées générales auront lieu où les travailleurs manifestent avec détermination leur refus de déménager et leur volonté de s'y opposer par la force s'il le faut. De nombreux courriers seront envoyés à la Direction de l'action sanitaire et sociale où nous leur rappelons nos positions. Pour ces dernières actions, le bloc opératoire où la CGC est très implantée s'est joint à notre lutte. Certains ser-



## • Région de Bourg-en-Bresse

# 5 semaines de grève... ils continuent !

Les techniciens de chez Forest-Chanel et « Bresse-dépannage » (appareils ménagers à Bourg) sont en grève depuis le 8 mars 1978 pour les revendications suivantes :

- Règlement des congés payés 1977.

- Règlement de la prime de fin d'année comme prévue dans les accords signés par la direction.

- Application de la convention collective pour tous.

- Paiement des salaires à date régulière.

- Respect des contrats d'apprentissage (un apprenti voit son contrat radié pour fait de grève).

- Qu'ils soit mis fin aux injures, brimades (la direction veut isoler un délégué syndical, afin de l'obliger à partir, ce qui lui permettrait de mieux licencier les autres ouvriers pour fait de grève !).

Le patron refuse toute négociation véritable :

- Il publie contre les grévistes des communiqués mensongers.

- Il tente une grossière provocation contre le rassemblement organisé de-

vant son magasin le 15 mars 1978. Il arrache la banderole syndicale CFDT, menace dans la rue avec un pieu de fer...)

Face à un patron aussi réactionnaire (ami de M. Boyon, nouveau député de la circonscription de Bourg), une large mobilisation s'impose : un comité de soutien dirigé par les travailleurs en lutte s'est constitué. Il se fixe pour objectif :

- De mobiliser les travailleurs des entreprises de Bourg et de la région, de suspendre provisoirement tout achat jusqu'à conclusion positive du conflit.

- Apporter son soutien naturel et financier aux grévistes. Pour cela, votre soutien leur est plus que jamais nécessaire. Adressez votre participation financière, par chèque bancaire ou postal à Union locale CFDT Bourg-en-Bresse Maison des syndicats, 1, allée des Brotteaux, 01000 - Bourg-en-Bresse.

En précisant bien dans la partie correspondance : « Comité de soutien aux travailleurs Forest-Chanel ». Merci d'avance !

vices, moins concernés sur les problèmes, nous soutiennent en refusant aussi de déménager et en assistant aux assemblées générales.

Toutefois, il apparaissait que nous ne pouvions obtenir dans l'immédiat des effectifs supplémentaires. Il fallait donc que nous propositions des solutions. Les travailleurs en discutaient dans les services. Il apparut qu'ils accepteraient de déménager si seulement deux unités de 30 lits étaient ouvertes avec deux équipes de 7 infirmières et 2 équipes de dix aides-soignantes, l'effectif disponible actuellement.

Lors d'une journée d'action départementale sur l'ensemble des revendications des hospitaliers, le jeudi 30 mars, nous faisons ces propositions à la Direction de l'Action sanitaire et sociale et à Laignel qui, face à notre détermination, seront contraints de les juger acceptables. Mais la direction refuse tout compromis et veut ouvrir les 87 lits prévus.

Le lendemain, au cours d'une assemblée générale, nous réaffirmons nos positions. A l'issue de celle-ci, nous nous rendons à la direction pour exiger une réponse. Face aux pressions de toutes parts, le directeur est obligé de céder. Satisfaction, nous est donnée.

60 lits seront ouverts avec

14 infirmières et 20 aides-soignantes. De plus, le personnel qui revendiquait des changements d'horaire, suppression de coupures, etc. aura aussi satisfaction.

Nos propositions avaient été acceptées et les travailleurs prenaient conscience de leur victoire. Ils savent aussi qu'en septembre, la direction voudra ouvrir des lits supplémentaires à un autre étage. Mais ils exigeront l'embauche de personnel et refuseront avec force des ponctions dans l'effectif des 60 lits.

Pendant toute la durée de cette lutte, la presse a été utilisée au maximum pour expliquer à la population nos revendications en la mettant en cause en tant qu'usagers en puissance. La section CFDT, par le soutien conséquent permanent et effectif qu'elle a apporté à la lutte, recueille maintenant beaucoup d'estime parmi les travailleurs. Des gens se syndiquent.

L'UIS-CFDT nous a apporté tout son soutien : tracts sur la ville, télégramme, intervention à la conférence de presse, ainsi que le syndicat Santé de l'Indre.

Pour l'abolition de la médecine de profit telle qu'elle existe à Issoudun !

Pour une médecine réellement au service des travailleurs !

Des travailleurs de la section CFDT de l'hôpital !

Au début du mois, « Syndicaliste-hebdo » organe de la Confédération affirmait : « Le Conseil de l'union départementale du Rhône ne peut plus parler au nom des syndicats du Rhône ».

Le 23 mars, l'union régionale tenue par le CERES décidait de ne plus reconnaître l'union départementale du Rhône et lui coupait les vivres.

### QUE SE PASSE-T-IL DANS L'UNION DÉPARTEMENTALE DU RHÔNE ?

En mars 1977, un congrès ordinaire porte majoritairement au conseil de l'union départementale des représentants d'équipes syndicales dont l'aspect positif est de s'opposer à la tendance à l'autoritarisme qui se développe dans la CFDT, équipes qui refusent que l'action syndicale soit prisonnière de la tactique électoraliste des partis de gauche notamment du PS. Le congrès adopte deux textes importants :

- L'un sur la démocratie (4-5) pour mettre fin aux exclusions ou retrait de mandat pour des raisons politiques opérées dans le plus grand arbitraire bureaucratique. Il y est précisé que seule la collusion avec le patronat ou la droite peut justifier une procédure d'exclusion : suit une procédure démocratique permettant le débat contradictoire, le verdict.

- L'autre, concernant les UIB qui votent dans les congrès des unions départementales avec les syndicats depuis longtemps, voire leur représentation au Conseil de l'union départementale sensiblement augmentée pour mieux faire apparaître et prendre en compte l'apport de l'interprofessionnel de base que très peu de syndicats prennent en charge, ce qui est inévitable dans une zone vaste et dense comme le Rhône alors que chaque syndicat couvre tout le Rhône et forme de ce fait des structures trop lourdes.

Depuis mars 1977, suite à cette majorité portée par le congrès de l'union départementale que combat la région (tenue par le CERES

# L'UD-CFDT du Rhône menacée de dissolution (1)

différentes équipes minoritaires, avec l'aide de permanents de l'union départementale peu soucieux de leur mandat au service du conseil de l'union départementale se sont acharnés à saboter l'activité de l'union départementale et a tenté de remettre en cause les orientations du congrès.

D'une part, ils arrivèrent à ce que le bureau exécutif soit de majorité opposée au congrès et au conseil du fait de la présence de permanents ayant voix délibérative ! Ne respectant pas les orientations du congrès, le bureau devait prendre des décisions contraires au conseil d'où remise en cause, blocage et donc première source d'inaction.

Ne reconnaissant pas les orientations définies par le congrès, ils tentèrent de faire pencher le conseil dans un sens opposé au congrès par d'interminables débats, pressions au détriment de l'action, d'où deuxième source d'inaction. Des permanents liés à la région, jouant de tout leur poids, utilisant toutes les ficelles d'hommes, d'appareils furent la clé de voûte de cette stratégie de sabotage de l'union départementale consciente et orchestrée par la région.

Ce refus d'appliquer les orientations de mars 1977, ce sabotage organisé le l'union départementale par la région, par des permanents, par quelques équipes syndicales minoritaires, voilà le seul réel problème de l'union départementale du Rhône, celui du refus de quelques responsables d'appliquer un minimum de démocratie.

Et pendant un an, l'union départementale a été paralysée, bloquée systématiquement, entièrement absorbée par des luttes intestines que les divergences sur le vote des UIB en congrès ou d'autres problèmes qui sont des questions réelles à trancher en fonction de l'expérience pratique sur la base d'une volonté de développement des luttes, ne saurait justifier.

Sans doute, le secrétaire de l'union départementale (soutenant des positions minoritaires) prétextant le blo-

cage de l'union départementale, son inaction décida d'un congrès extraordinaire ! L'union régionale tenue par le CERES tenta toutes les pressions possibles pour que le congrès de l'union départementale se tienne sur des bases antistatutaires par rapport au statut de l'union départementale du Rhône, exigeant le vote des seuls syndicats, menaçant de ne reconnaître que le vote des syndicats. (Aujourd'hui, alors que la majorité a été obtenue même au niveau des seuls syndicats l'union régionale ne reconnaît même pas les votes des syndicats !!).

En fait, la minorité pensait bénéficier de l'inaction et du sabotage de l'union départementale qu'elle avait orchestrée en la mettant sur le compte de la majorité du conseil, espérant ainsi prendre le pouvoir.

Mais un fait révélateur pour la grande masse des syndiqués est intervenue. C'est l'affaire PTT où le syndicat tenu par le CERES (encore lui) excluait toute la section combattive de Lyon-gare, sans motifs valables. Comme par hasard, les responsables minoritaires se firent très silencieux sur cette affaire, puis contraints d'en parler dans leur équipe, se réfugièrent, pour ne pas intervenir, sous prétexte de non-ingérence, comme si ce qui se passait à Lyon-gare ne jetait pas un discrédit sur toute la CFDT. Seule, la majorité de l'union départementale est intervenue pour qu'une solution démocratique soit prise aux PTT. Mais cette affaire révéla les pratiques bureaucratiques de cette minorité qui, comme aux PTT, n'hésitait pas à exclure toute une section pour conserver le pouvoir au niveau du syndicat à l'approche de leur congrès.

Le congrès extraordinaire de l'union départementale fut convoqué fin février 1978 dans un climat de menace de dissolution, de pressions, d'ingérence de la région, de répression dans les équipes minoritaires pour ceux qui soutenaient la majorité du conseil. Malgré tout, le texte du conseil amendé fut voté par une courte majorité de syndi-

cats, le texte 4-5 sur la démocratie fut largement reconduit par les syndicats, un texte sur le rôle des permanents visant à mettre fin aux pratiques actuelles largement approuvées par les syndicats. Le vote des UIB ne faisait qu'amplifier cette majorité.

En ce qui concerne la question du vote des UIB en congrès, question qui fut soulevée et soumise au vote à plusieurs reprises, il y eut votes contradictoires des syndicats.

Certaines équipes syndicales en début de congrès se trouvaient placées devant les menaces des minoritaires de quitter le congrès si celui-ci ne les suivait pas !! Ouvrant la voie à la dissolution de l'union départementale par la confédération, ces équipes ont voté en partie contre le vote des UIB en congrès. Celui-ci se poursuivant, les minoritaires jouèrent apparemment le jeu de la démocratie, tout en faisant des manœuvres de couloir : les positions de fond de ces équipes dans un climat moins tendu, se sont affirmées par un vote majoritaire en faveur du vote des UIB en congrès.

D'autre part, la pratique des votes bloqués de certaines équipes minoritaires dont plusieurs sont très divisées, a faussé les votes du congrès en minimisant la majorité qui s'est dégagée.

On peut donc affirmer que c'est par une majorité confortable que le congrès a tranché, majorité confortable des syndicats. Aussi la confédération en prétendant que « l'union départementale du Rhône ne peut plus parler au nom du syndicat » révèle une volonté délibérée de masquer la réalité de l'union départementale du Rhône.

Une tentative de compromis eut lieu sur la base d'un amendement supprimant le vote des UIB en congrès et d'une motion impliquant le vote de cet amendement à condition de maintenir l. conseil actuel. Ce compromis fut refusé par les minoritaires qui, en s'opposant à la motion, marquaient leur volonté de poursuivre l'épreuve de force. Elle se retira du congrès avec le représentant confédéral et régional. Le congrès lui-même achevait ses travaux.

(A suivre)

## Souscription

## Pour un redémarrage de la souscription permanente

Au début de l'année, nous avons lancé dans notre journal une souscription permanente pour recueillir fin décembre 1978 la somme de 100 millions de francs anciens. Or actuellement, alors que le quart de l'année 1978 s'est déjà écoulé, nous n'avons recueilli que le dixième du total de la souscription. Il y a des difficultés objectives qui font que les sommes recueillies jusqu'à présent sont faibles. La principale difficulté est qu'il a fallu financer notre campagne lors de la bataille des législatives.

Actuellement il est nécessaire que nos lecteurs aient à nouveau en vue la souscription permanente afin d'atteindre les 100 millions. Il est nécessaire que la souscription soit effectuée de manière relativement régulière afin d'éviter l'habituelle précipitation des fins de souscription. Cela aussi a une importance politique car les dépenses sont continues et ne peuvent attendre.

Nous demandons donc à nos lecteurs de prendre en main dès aujourd'hui la souscription et de nous informer de leurs initiatives comme cela avait été fait l'an dernier. Nous publierons les lettres nous faisant part des initiatives intéressantes.

## En avant pour les 100 millions !

TOTAL PRÉCÉDENT ..... 102 925, 80 F

### SUPPLÉMENT A RÉABONNEMENT

VP	100 F
FAM	95 F
LB/G	45 F
J.E.S.	300 F
C/B	20 F
L/F	290 F
KE	120 F
C/JL	120 F
SCH	120 F
SJ/P	10 F
JP	1 090 F
MA	25 F
G/C	20 F
L/M	90 F
F/J	120 F

### SUPPLÉMENT A BIMENSUEL ET QUOTIDIEN

J/L/C	50 F
AUPRES DE LECTEURS ET AMIS	300 F
CD HO CHI MINH	200 F
SUPPLÉMENT A ABONNEMENT BIMENSUEL ET QUOTIDIEN C OU M/L	25 F
POUR LES 100 MILLIONS	
POUR UN SEUL QUOTIDIEN M/L D/V/B	200 F
UN MILITANT DE LA JCMLF M/C	100 F
UNE TRAVAILLEUSE ALGÉRIENNE	200 F
SUPPLÉMENT A RÉABONNEMENT	

G/G	110 F
L/B/M	120 F
D/R	90 F
GA	120 F
R/Y	20 F
DYG	20 F
SL	220 F
G/C/H	20 F
MV	90 F
M/G	70 F
H/D SOUSCRIPTION A HR	400 F
CERCLE JCMLF TONY BLONCOURT	65 F
SOUSCRIPTION VITROLLES	190 F
M/S SOUTIEN A HR	100 F
C/L POUR QUE H.R. CONTINUE	
SON COMBAT	100 F
SOUTIEN HEBDO AVRIL MD	75 F
CELLULE A. MARTY DU PCMLF	250 F
UN OUVRIER DE LA THOMSON	100 F
SOUSCRIPTION DE MASSE	80 F
CELLULE E. VARLIN DU PCMLF	660 F
UN COUPLE DE VIEUX MILITANTS COMMUNISTES	50 F
CELLULE BAENA DU PCMLF	150 F
DES SYMPATHISANTS	320 F
LE COMITÉ CENTRAL DU PCMLF	836 F

NOUVEAU TOTAL AU 7/4/78 ..... 111 721, 90 F

## Femmes

## Témoignage

## « On ne nous reconnaît plus quand nous sommes indépendantes »

A Plaisir (Yvelines), huit femmes ont été violées en l'espace d'un mois, chez elles, par des hommes armés. L'une de ces femmes, qui est allée porter plainte au commissariat, s'est vue refuser sa plainte parce qu'elle ne portait pas trace de coups et qu'elle n'avait pas vu de médecin ; les flics l'ont gardée pendant trois heures avant de la ramener à l'hôpital où elle travaille, la considérant comme « malade ». Les femmes qui se font agresser sont-elles donc des « hystériques » ou alors des provocatrices ? Cela n'arrive-t-il qu'à celles qui le veulent bien, selon la propagande bourgeoise.

La solution est-elle que les femmes ne soient jamais seules ou qu'elles s'arment ? Le viol n'est-il que l'acte de déments, de frustrés, de « malades » qu'il faut soigner ou mettre en prison ? Le viol ne concerne-t-il que les femmes qui en sont victimes ou que celles qui ont été menacées ? Les femmes ne peuvent se promener seules, rentrer chez elles seules le soir, aller faire leurs courses, prendre le métro sans se faire siffler, aborder et « plaisanter », sans se faire tripoter, évaluer comme des objets consommables, comme une marchandise ? Même si actuellement la seule défense des femmes, c'est de faire reconnaître le viol comme une violence, même si ce sont les peines de prison qui sont jugées comme étant

le remède, doit-on oublier que c'est bien le système capitaliste qui impose son idéologie bourgeoise sur la femme ?

### LA FEMME EST RECONNUE QUAND...

La femme est reconnue lorsqu'elle fait des enfants, lorsqu'elle les élève, lorsqu'elle est une travailleuse utile au profit et licenciée dès que les patrons n'ont plus besoin d'elle, bref lorsqu'elle est un moyen de production utile à la classe bourgeoise. Elle n'est plus une « vraie » femme dès qu'elle est indépendante, dès qu'elle se bat, lorsqu'elle refuse de n'être que la roue dont on a besoin pour faire mieux tourner le capitalisme. Que s'entend

dire une femme qui diffuse des tracts, qui proteste en public, qui refuse les propositions des messieurs ? Qu'elle n'est pas normale, qu'elle est folle, qu'elle a « besoin d'être baisée », que c'est une frustrée, une salope, une putain, une garce... Les petits garçons le savent très tôt, et tout ce qui ne correspond pas à l'image de la femme qu'on leur a inculquée, ils le rejettent dans les mêmes termes. C'est bien le système capitaliste qui engendre cette vision des femmes avec ces publicités où la femme n'est qu'un bel objet pour en vendre d'autres, comme les pubs sur les voyages où les femmes belles et faciles sont l'appât... comme les livres pour enfants, comme les métiers féminins, comme les activités pour filles, les jouets pour filles, etc. Par exemple, selon les périodes de prospérité ou de crise, toute une campagne est faite pour inciter les mères à allaiter leurs enfants, à les élever elles-mêmes sous couvert d'analyses sociales\*, alors que cela ne correspond qu'aux besoins du patronat d'avoir une main d'œuvre rentable et peu combative, la plupart des femmes n'ayant que le

temps de rentrer après le travail pour gérer la maison et s'occuper des enfants, et non celui de discuter sur leur lieu de travail ou de mener des activités syndicales ou politiques.

### FEMMES ET HOMMES CONTRE NOTRE ENNEMI COMMUN

C'est aux femmes et aux hommes ensemble de lutter contre le capitalisme et tout ce qu'il engendre. Aux hommes et aux femmes de prendre conscience de tout cela, aux femmes de ne pas oublier que ce n'est pas l'homme l'ennemi principal, mais qu'il s'agit de la lutte du prolétariat contre la classe bourgeoise, contre la conception bourgeoise de la femme.

Une lectrice

\* Au début du 20e siècle, quand le capitalisme a eu besoin du travail des femmes, l'on incitait celles-ci à nourrir les enfants au biberon. A l'heure actuelle, où les capitalistes n'ont plus besoin de ce travail, on assiste à toute une propagande en faveur de l'allaitement maternel.

\* Les intertitres sont de la rédaction de l'Humanité rouge.

(Communiqué du collectif Heidi Böttcher)

## Après la manifestation de samedi dernier

« Le Collectif de solidarité à Heidi Kempe Böttcher se félicite de l'ampleur de la manifestation

et surtout notre auto-organisation sur le terrain, tant du service d'ordre que de l'ensemble

l'ordre » en tenue de combat.

— Interpellations par dizaines, de camarades, sur

cours (moitié de l'avenue Jean-Jaurès).

— Une des bouches de métro fermée sur le lieu



Barrant l'avenue Jean-Jaurès, les flics derrière le service d'ordre.

qui s'est déroulée vendredi soir, à Jean-Jaurès. L'émotion, la dignité qui s'en dégageaient rappellent notre volonté de savoir « par qui, pourquoi » Heidi a été torturée.

« C'est nous toutes qui avons permis à la manifestation de se tenir, par notre sang-froid, notre dé-

termination et surtout notre auto-organisation sur le terrain, tant du service d'ordre que de l'ensemble de la manifestation. Mais, si le collectif de soutien à Heidi est un collectif de femmes, nous avons appelé toutes les femmes et tous les hommes à participer à la manifestation. C'est pourquoi nous protestons très vivement contre les incessantes provocations policières :

— Au départ du cortège, présence massive, dissuasion des « forces de

restriction du par-

— Encadrement énorme par les forces de l'ordre en tenue de combat (pas le genre bobbies anglais).

— Matraquage des CRS en milieu de cortège alors qu'aucun incident ne pouvait motiver une telle intervention. Plusieurs personnes ont été blessées.

de la dispersion ; autres accès complètement encadrés.

Malgré cela, nous continuerons la mobilisation pour que toute la lumière soit faite sur les tortures de Heidi.

Vendredi 14 avril, assemblée générale convoquée par le collectif de solidarité à Heidi, 19 h, 27, avenue de Choisy, 75013 Paris.



(De notre envoyé spécial)

## A la clinique des oiseaux de Portsall

# La colère de ceux qui luttent pour la vie

Portsall. Sur le port un petit bâtiment vaguement recouvert de peinture blanche. Une 2 CV s'arrête. Deux jeunes en descendent portant chacun une caisse en carton avec précaution et rapidité. Ils apportent des oiseaux touchés par la marée noire. Nous sommes à la clinique des oiseaux de ce village de pêcheurs qui est depuis un mois un des centres de l'actualité.

Dès l'entrée de la clinique, des pancartes précisent que les curieux, les amateurs de sensations fortes ou de photos émouvantes ne sont pas forcément les bienvenus. C'est que les animateurs de ce centre sont révoltés du caractère qu'a pris la campagne de presse et de télévision faite autour des oiseaux mazoutés.

Que ces oiseaux soient le symbole même de cette marée meurtrière, ils le comprennent mieux que quiconque ; mais ce qui les exaspère, c'est « la démagogie, la récupération, le paternalisme » autour de « ces pauvres oiseaux ».

Accompagnés d'un ami photographe, nous nous sommes faits annoncer par téléphone. Nous avons expliqué qui nous sommes, ce que nous venons faire. Nous serons accueillis à bras ouverts. Malgré le travail, les animateurs du centre prendront le temps de discuter avec nous. Et surtout, ils nous laisseront un texte : leur profession de foi.

« C'est un texte que nous avons écrit un soir, dans la fièvre de la colère. Tu verras, il y a peut-être des choses qui peuvent paraître exagérées. Mais, au fond, tout ce qui est écrit est vrai. C'est ce que l'on vit. C'est ce qu'il faut dire ».

Ce texte, le voici.

« Démagogie, récupération, paternalisme : c'est fini ! On ne parlera plus en notre nom, sous quelle qu'étiquette que ce soit.

Tout est assassiné ! On ne vous montre que la partie émergée de l'iceberg ; l'autre, c'est l'équilibre biologique dans lequel nous sommes inclus. Les vers, eux aussi, meurent tout comme les poissons, les crabes, les coquillages, le plancton, les bactéries.

Il va donc être impossible de recréer un même équilibre ; il y aura mutation. Jamais nous ne reverrons la même répartition de la faune et de la flore marines, ce qui entrainera la prolifération anarchique des espèces dominantes, avec pour principale conséquence, la destruction de notre capital nutritif.

Prenons, par exemple, les oiseaux : les goélands, espèce rustique qui, comme les mouettes, peut vivre exclusivement dans les terres, va, suite à l'assassinat des acridés (macareux, pingouins, guillemots) envahir les zones d'habitat de ces derniers et nous risquons de ne plus revoir ceux-ci.

Quant aux algues, source de revenus pour beaucoup de marins (les algues servant à l'élaboration de produits pharmaceutiques et cosmétiques) elles vont être éliminées pour plusieurs an-

nées, les couches-mères et les spores conditionnant leur expansion ayant été détruites par la pollution.

De même, les bivalves (moules, praires, coquilles, huîtres, etc.), les vers, les crustacés (homards, crabes, crevettes) ne pourront se reproduire. La conséquence logique est la désertion de nos côtes des poissons plats (plus de vers), des petits poissons (plus de plancton), des poissons carnassiers (plus de petits poissons), des oiseaux (plus aucune nourriture).

Ainsi, pêcheurs, goémoniers, ouvriers de conserverie, d'entreprises pharmaceutiques, ostréiculteurs, tous vont pendant des années subir une perte de revenus incalculable.

C'est pourquoi nous dénonçons le faux sentimentalisme, employé dans un but démagogique, afin de ne point effrayer l'opinion publique qui, informée avec objectivité, réagirait peut-être différemment à l'égard des responsables du crime

qui frappe actuellement nos côtes. Tous les écologistes, ignorés et raillés depuis des années, prévoient et annoncent une telle catastrophe : peu ou prou en ont pris conscience.

Faut-il donc qu'un autre Amoco Cadiz s'éventre pour qu'enfin on les écoute et suive leurs conseils ?

Il s'agit, en effet, désormais de savoir si nous sommes décidés à nous laisser exterminer. La voie empruntée par notre société suicidaire conduit à ce que, dans un proche avenir, l'on voit les générations futures contraintes d'arborer masques à gaz et cuissardes pour survivre. C'est aujourd'hui qu'il faut lutter pour que nos enfants ne connaissent pas un tel enfer où faune et flore seraient artificielles. Il nous faut dès maintenant obtenir des institutions en place une réglementation sévère et contrôlée, non plus à l'échelon national mais planétaire ».

Portsall le 30 mars 1978

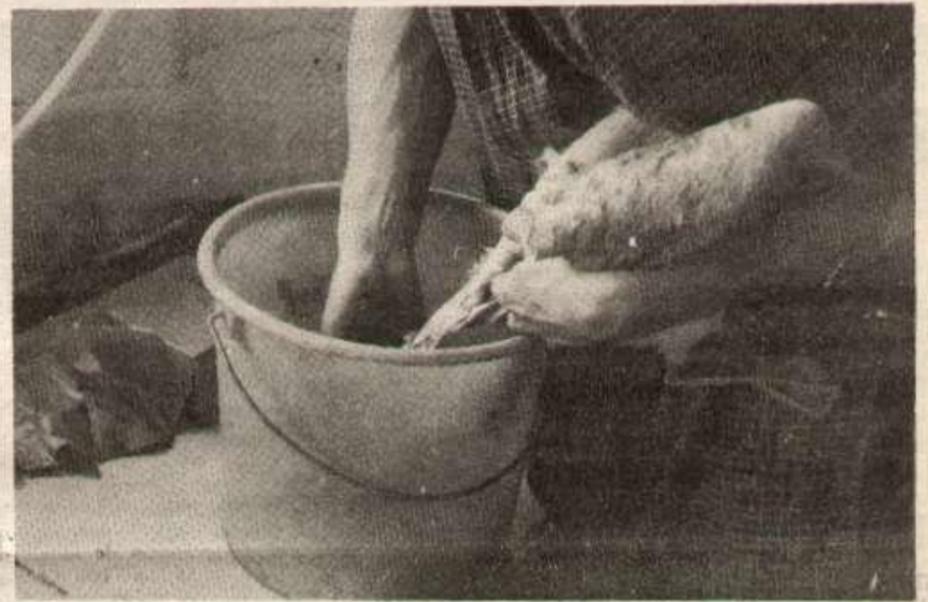
### RASSEMBLEMENT REGIONAL

La coordination des comités anti-marée noire de Brest lors de la réunion régionale de samedi dernier a proposé l'organisation d'un rassemblement régional à Brest, le samedi 22 avril.

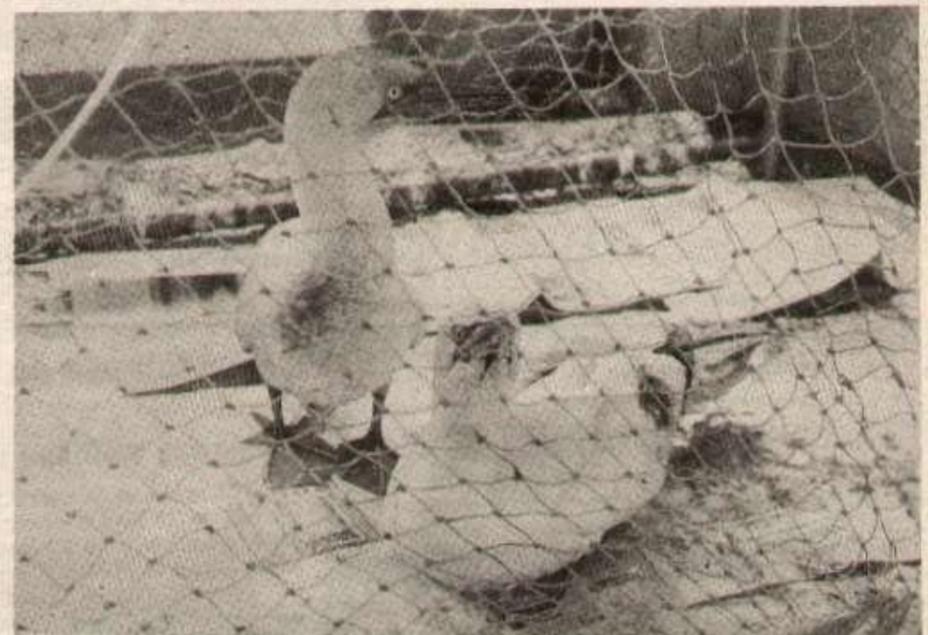
Les comités anti-marée noire espèrent pouvoir organiser un rassemblement national à Paris le 7 mai prochain.



Dans la clinique des oiseaux de Portsall. On pose une atèle à un Cormoran.



Encore un Cormoran, au nettoyage.



Des Fous de Bassan, nettoyés.



On donne des antibiotiques au pingouin.

## ● Sud-Liban

# Les sionistes ont utilisé des bombes à fragmentation

Des dizaines de petites bombes à fragmentation non explosées, spécialement conçues pour tuer des vies humaines, sont quotidiennement découvertes dans les zones du Sud-Liban, bombardées par l'aviation israélienne en mars dernier. Ces bombardements ont été particulièrement intenses sur les camps de réfugiés palestiniens de la région de Tyr, Nabatyeh et des pla-

ces fortes palestiniennes au nord du fleuve Litani.

Les champs alentours, sont parsemés de centaines de sphères métalliques explosives, grosses comme des balles de tennis, issues des bombes à fragmentation larguées par les bombardiers sionistes. Chaque bombe-mère, qui explose avant d'arriver au sol, contient plusieurs centaines de ces sphères. Chaque sphère ex-

plose elle-même en touchant le sol et éparpille des milliers d'éclats mortels. Selon la résistance palestinienne, elles ont déjà fait plusieurs dizaines de morts parmi les réfugiés.

Cette utilisation de bombes à fragmentation suscitant une grande indignation dans l'opinion publique internationale, a accru l'irritation des USA contre l'obstination de Begin.

C'est sans doute en partie pour détourner l'attention que les sionistes ont annoncé un prochain retrait de leurs troupes des territoires qu'elles occupent toujours au Sud-Liban.

Mais ce retrait demeure symbolique. L'état-major israélien laisse entendre en outre qu'il pourrait maintenir une présence militaire en territoire libanais dans quelques po-



Vieillards et enfants assassinés... Qui sont les terroristes ?

sitions clés le long de la frontière.

Israël en tout cas est fort loin d'avoir atteint le but qu'il s'était fixé en lançant cette agression. Les fedayins et forces patriotiques liba-

naises continuent d'occuper solidement le terrain et ne s'en laisseront pas déloger au profit des milices phalangistes, la Syrie, de son côté s'est refusée à entraver leur action.

## INDE

Six paysans qui participaient à des manifestations dans le district de Madurai (État de Tamilnadou, sud de l'Inde) ont été tués dimanche et lundi par la police indienne. Cinq personnes ont été tuées par balles dimanche dans le village de Vedasandur. Le bilan des incidents de lundi est d'un mort et de deux blessés dans le village de Sanarpatti.

Les paysans demandent des délais pour rembourser leurs emprunts auprès des coopératives ainsi que la réduction du prix de l'électricité pour leurs pompes à eau.

## NICARAGUA

Manifestations, grèves de la faim, occupations d'écoles et d'églises se succèdent depuis lundi matin dans les principales villes du Nicaragua où la situation prend de plus en plus l'aspect d'une rébellion généralisée contre le gouvernement.

Des patrouilles militaires ont tiré dimanche à Diriamba (40 km au sud de Managua) contre des manifestants qui protestaient contre les mauvaises conditions de travail dans les plantations de café de la région. Une femme a été tuée.

Ces manifestations faisaient suite à des déclarations récentes du président Somoza selon lesquelles les paysans ne souffrent pas de la faim mais de la malnutrition due à une « alimentation non équilibrée ».

D'autre part, l'armée a envoyé, lundi, des renforts à Masaya (30 km l'ouest de Managua) où environ 500 étudiants occupent l'Institut national de la ville.

## ÉRYTHRÉE

Un responsable du Front populaire de libération érythréen (FPLE) estime que « l'offensive éthiopo-cubaine en Érythrée est imminente » dans une interview accordée lundi à Rome.

Ermias Debessay affirme que « l'offensive peut même être considérée comme déjà commencée, car, durant ces cinq derniers jours, il y a eu des bombardements intenses de la part d'avions éthiopiens contre de nombreux villages de la zone d'Asmara qui sont sous le contrôle du FPLE ». Deux à trois mille soldats cubains, a-t-il ajouté, se trouveraient en ce moment en Érythrée prêts à entrer en action. D'autres devraient être transférés prochainement d'Addis-Abeba à Massawa.

L'offensive devrait se dérouler sur deux axes : du Sud vers le Nord et de l'Est vers l'Ouest, en partant du port de Massawa.

## REPRISE DU PROCES DE K. CROISSANT

Le procès de l'avocat Klaus Croissant, reporté quatre fois déjà en raison du refus de ses six défenseurs de se soumettre à une « fouille rapprochée » à l'entrée de chaque séance du tribunal, vient de reprendre lundi. Les défenseurs de K. Croissant protestaient contre son caractère anticonstitutionnel et incompatible avec leurs fonctions.

La plainte qu'ils avaient déposée vient d'être repoussée par la Cour constitutionnelle de RFA.

Le président du tribunal a autorisé, à la reprise du procès, la lecture intégrale de l'acte d'accusation, comprenant illégalement les chefs d'inculpation non-retenus par les autorités françaises au moment de l'extradition.

Les trois avocats français de K. Croissant, qui n'avaient pas été prévenus à temps, étaient absents de la séance.

Ils maintiennent leur refus de participer aux débats tant que le principe d'une fouille corporelle sera maintenue contre eux.

## ● Rennes

# Attentat contre un local de diffusion des revues et livres chinois

*suite de la page une*

Sur la foi de « rapports de police », la confusion s'installait au fil des bulletins d'information de radio et de T.V. durant toute la journée du lundi : « Le siège du PCMLF à Rennes aurait été plastiqué ! »

C'est en plein centre ville et à 150 m d'un commissariat, qu'avec la plus grande facilité apparente, on a pu détruire le local d'une association qui contribue à faire connaître les publications chinoises.

A un moment où le gouvernement français se vante de bonnes relations avec la Chine populaire, de tels agissements sont inadmissibles et leurs auteurs ne doi-

vent pas rester impunis. Ils ne devraient pas être bien difficiles à trouver ! Car, si, matériellement, c'est l'association « Culture et diffusion » qui est touchée, il ne fait aucun doute que le PCMLF en constituait aussi la cible. Certains militants marxistes-léninistes, notamment sur le campus universitaire, ont reçu récemment des menaces écrites et nominales émanant de groupuscules fascistes. Ils y étaient visés en raison de leur « appartenance » supposée du PCMLF.

Pendant la campagne électorale, les candidats de l'UOPDP, soutenues par le PCR(ML) et le PCMLF, ainsi qu'un autre candidat se

réclamant du marxisme léninisme, ont dénoncé avec vigueur le « baigne capitaliste » de Citroën.

Or des liens étroits existent entre le syndicat fasciste CFT, les CDR et les SAC et les groupuscules nazillons d'extrême-droite.

La bourgeoisie, si prompt à emprisonner de longs mois à titre préventif des militants syndicaux et politiques (1), sera-t-elle aussi efficace pour faire la clarté sur cette affaire ? On peut en douter.

D'autant plus que le gouvernement « libéral avancé » de Giscard entretient de son côté un climat d'intimidation et de répression tourné contre le mouvement de mé-

contentement et de colère ouvrière et populaire. En témoignent les violences policières contre les manifestations anti-marée noire de Brest et d'ailleurs. Dans cette mobilisation contre les responsables de la marée noire, le PCMLF a été fort présent et actif.

(1) Comme Romain Le Gall, emprisonné 6 mois à la Santé et relâché sans jugement, Jean-Charles Denis, militant breton, et, actuellement, les huit Bretons emprisonnés dans le cadre d'opérations anti-FLB, parmi lesquels, l'instituteur Salomon contre lequel ne pèse pratiquement aucune charge.

## Communiqués de presse

### Du bureau politique du PCMLF

La presse et la télévision ont fait état dans la journée du 10 avril d'un attentat perpétré à Rennes dans la nuit du 9 au 10 avril à l'encontre d'un prétendu « siège du PCMLF ».

Cet attentat, en réalité, détruit un lieu destiné à la diffusion du livre et des périodiques chinois et connu comme tel depuis plusieurs mois sur la place de Rennes.

En aucun cas, il ne s'agit d'un « siège du PCMLF » et la police, comme la presse, qui ont divulgué ces informations savent fort bien à quoi s'en tenir dans cette affaire.

Pourtant, si l'information mentionne le PCMLF cela ne tombe pas du ciel, à quelques semaines des élections où l'activité et l'impact du PCMLF se sont sensiblement accrus à Rennes et dans toute la France.

Cet attentat criminel ne saurait entamer la confiance dans les idées et les actions du PCMLF qui grandit parmi les ouvriers, les petits paysans et tous les travailleurs de Rennes et de la région. Les attentats n'y pourront rien, au contraire. Et ils seront nombreux ceux qui se mobiliseront contre cette lâche agression, pour que ses auteurs ne restent pas impunis.

Ces attentats ne pourront pas non plus briser les liens d'amitié entre les peuples chinois et français auxquels la diffusion du livre chinois participe en France.

Le PCMLF se déclare solidaire de ses amis responsables de la diffusion du livre et des périodiques chinois en France et victimes de cette odieu-

se agression ; il soutient toutes les initiatives prises pour leur venir en aide, notamment pour reconstituer un lieu de diffusion du livre chinois à Rennes, nécessaire à l'amitié entre les deux peuples.

Le Bureau politique du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) le 10 avril 1978

### Des éditions du centenaire

Les Éditions du Centenaire - 24, rue Philippe de Girard Paris 10e - dont l'un des objets essentiels est la diffusion des périodiques, du livre et de la culture chinoise en France s'élèvent avec force contre le plasticage dont a été victime l'un des locaux destinés à cette diffusion, à Rennes, dans la nuit du 9 au 10 avril ; ce plasticage a provoqué des dégâts importants et la destruction de nombreux livres.

Un tel attentat constitue une atteinte inqualifiable aux relations d'amitié nouées entre les peuples chinois et français auxquelles la diffusion de la culture et du livre chinois contribue activement. Ses auteurs criminels ne se sont pas signalés mais, assurément, c'est la connaissance mutuelle entre les peuples chinois et français qu'ils visent par cette odieuse agression ; et aucun ami de la Chine, aucune personne désireuse de connaître la République populaire de Chine et de nouer de bonnes relations avec le peuple chinois ne saurait le tolérer.

Les Éditions du Centenaire demandent à tous les amis de la Chine, à tous ceux qui sont favorables aux bonnes relations entre les peuples chinois et français de dénoncer vigoureusement cette agression et de se mobiliser pour que de nouveau, et au plus vite, soit disponible à Rennes un lieu pour la diffusion de la presse, de la culture et du livre chinois.

Les Éditions du Centenaire - le 10 avril